

---

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

---



**CENTRALE LYON  
ENISE**



**UNIVERSITÉ  
DE LYON**

---

**CENTRALE LYON – CAMPUS SAINT-ETIENNE – BATIMENT C**

**MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE**

**- CURAGE DESAMIANTAGE**

---

**Maitre d'ouvrage :**

Ecole centrale de Lyon  
36 avenue Guy de Collongue  
69134 Ecully Cedex  
Centrale Lyon ENISE  
58 rue Jean Parot  
42023 Saint-Étienne cedex 2  
Ci-après dénommée « **Centrale Lyon** »

**Mandataire du Maitre d'ouvrage :**

ComUE Lyon Saint-Étienne  
Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus  
92 rue Pasteur – CS 30122  
69361 Lyon Cedex 07

## TABLE DES MATIERES

Article 1.	Objet du marché.....	3
Article 2.	Contexte de l'opération.....	7
Article 3.	Obligations générales des parties .....	18
Article 4.	Pièces contractuelles .....	18
Article 5.	Confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité .....	19
Article 6.	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail .....	20
Article 7.	Protection de l'environnement, sécurité et santé .....	20
Article 8.	Réparation des dommages.....	20
Article 9.	Assurance .....	20
Article 10.	Prix.....	23
Article 11.	Précisions sur les modalités de règlement.....	25
Article 12.	Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance..	30
Article 13.	Engagements du maître d'œuvre.....	31
Article 14.	Prestations supplémentaires ou modificatives .....	32
Article 15.	Délai d'exécution.....	33
Article 16.	Pénalités .....	37
Article 17.	Primes.....	39
Article 18.	Développement durable.....	39
Article 19.	Moyens mis à la disposition du maître d'œuvre .....	40
Article 20.	Opérations de vérification.....	41
Article 21.	Admission en l'état ou avec observations, ajournement, réfaction et rejet.....	43
Article 22.	Définitions .....	45
Article 23.	Régime des connaissances antérieures.....	45
Article 24.	Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats	45
Article 25.	Interruption et suspension des prestations .....	46
Article 26.	Clause de réexamen .....	46
Article 27.	Résiliation .....	46
Article 28.	Règlement des différends entre les parties .....	48
Article 29.	Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers .....	48
Article 30.	Déroptions aux documents généraux.....	48

## CHAPITRE I. GENERALITES

### Article 1. Objet du marché

#### 1.1 Caractéristiques générales

Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) est relatif à une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre du projet de Curage et désamiantage du bâtiment C, sur le campus de la Métare.

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent marché sous le nom de « maître d'œuvre » ou « titulaire du contrat de maîtrise d'œuvre », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

L'opération consiste en la réalisation du Curage et Désamiantage avant travaux de restructuration et rénovation thermique du bâtiment.

#### 1.2 Enveloppe financière

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée à ces travaux est de 620 000 € HT en valeur Janvier 2025.

En parallèle de ce marché, un MOE pour les travaux de restructuration globale et rénovation énergétique du bâtiment sera désigné. Un échange entre les deux concepteurs devra être prévu afin de permettre une optimisation du budget curage/désamiantage.

#### 1.3 Compétences spécifiques de la maîtrise d'œuvre

Au vu des spécificités du programme l'équipe de maîtrise d'œuvre devra tout au long de sa mission intégrer certaines compétences spécifiques. Celles-ci comprendront *a minima* :

- Ingénierie gestion du risque amiante et plomb
- Ingénierie gestion des déchets
- Ingénierie de la déconstruction / curage
- Economie de la construction

L'ensemble de ces intervenants interviendra sous la coordination du mandataire sur l'ensemble des éléments de mission de base tels que décrits ci-dessous. Cette équipe sera complétée par des spécialistes spécifiques selon les besoins des missions complémentaires et/ou prestation supplémentaires éventuelles :

- EXE partielle (DQE) – (mission complémentaire obligatoire)

#### 1.4 Eléments constitutifs de la mission – Missions de base

Les éléments constitutifs de la mission de base sont établis conformément aux articles R2431-19 et suivants du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé :

##### **Mission de base :**

- Etudes d'avant-projet (AVP)
- Etudes de projet (PRO) / Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

L'ensemble des livrables des différents éléments de mission sont présentés en **Annexe 1 du présent CCP**.

#### 1.4.1 Etudes de conception

Les études de conception, fondées sur le programme, les études de diagnostics, les prescriptions du maître d'ouvrage ou découlant des autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de conception ont pour objet en particulier de :

- Participer à la définition du périmètre et du programme des travaux en intégrant le risque amiante, en lien avec le programme du projet de restructuration global et le MOE associé.
- Consolider les diagnostics de l'existant et identifier les modalités d'intervention en déconstruction/curage nécessaire ;
- Analyse critique des rapport amiante avant travaux et compléments si nécessaire ;
- Définition de la méthodologie d'intervention sur l'ouvrage au regard du programme global de l'opération : méthode de travail (SS3/SS4), méthodologie d'intervention du désamiantage, déconstructions nécessaires au curage etc. ;
- Définition du planning opérationnel des travaux et son phasage ;
- Préciser le délai global de réalisation des travaux ;
- Préciser par des plans, coupes et élévations, les natures, les caractéristiques et modalités d'interventions et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques à curer ;
- Repérer les réseaux et équipements à curer ;
- Définir les informations et contraintes nécessaires à l'organisation des travaux ;
- Décrire les ouvrages, les équipements à curer/désamianter et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Estimation des coûts de travaux, consolider et optimiser le budget prévisionnel des travaux.

#### 1.4.2 Assistance à la passation des marchés de travaux

Pour la consultation des entreprises, le titulaire aura à sa charge la production des pièces techniques, les pièces administratives étant rédigées par la ComUE Lyon Saint-Étienne (CCAP, RC). Les détails techniques de ces dernières seront validés avec le titulaire, notamment au regard de la nature des éléments à transmettre par les candidats ainsi que des critères d'analyse.

Le titulaire devra tenir compte de la charte de chantier à faible nuisance de Centrale Lyon qui sera annexé à la consultation d'entreprises.

Pour l'analyse des offres, le titulaire se conformera au modèle transmis par la ComUE Lyon Saint-Étienne.

#### 1.4.3 Etudes d'exécution

Les études d'exécution seront réalisées par les entreprises. Le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa dans le cadre de la mission DET. Le MOE aura à sa charge la mission d'EXE partielle DQE.

### 1.5 Elements constitutifs de la mission – Missions complémentaires

Les missions de base présentées ci-dessus seront complétées par la mission complémentaire suivante au sens des articles R2431-19 et suivants du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019.

**Mission complémentaire obligatoire :**

- Etudes d'exécution partielle limitées au Détail Estimatif Quantitatif et Calendrier prévisionnelle d'exécution (EXE partielles)

**La mission complémentaire, obligatoire, est détaillée en annexe 1 du présent CCP.**

## 1.6 Découpage de la mission

Le présent marché n'est pas décomposé en lot, mais comprend une tranche ferme, une tranche optionnelle subdivisée en phases.

### **Tranche ferme : Conception de l'ensemble du projet et suivi des travaux de curage et désamiantage de trois des quatre niveaux du bâtiment**

La tranche ferme correspond à la réalisation des études de conception des travaux de curage et désamiantage de la totalité du bâtiment et au suivi de la réalisation des travaux de trois des quatre niveaux du bâtiment.

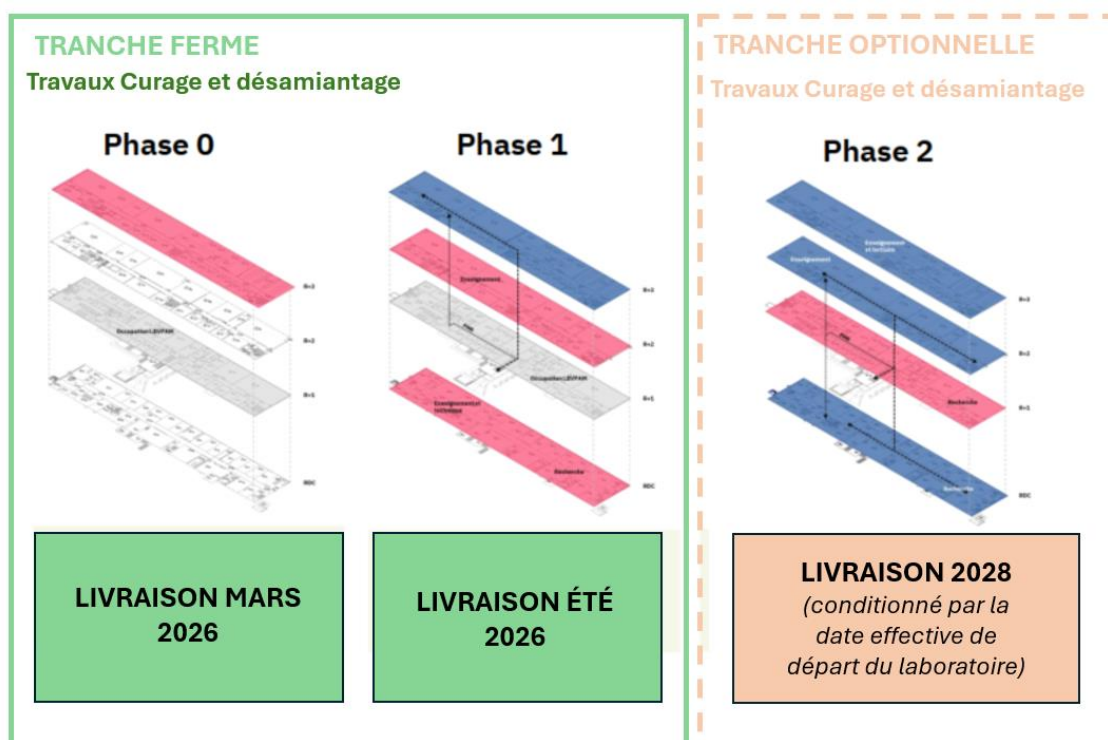
La tranche ferme est décomposée en deux phases de travaux :

Phase 0 : correspondant aux travaux devant être réalisés en priorité pour permettre le démarrage des travaux de restructuration du bâtiment en vue d'accueillir une première promotion dès septembre 2026.

Phase 1 : correspondant aux travaux sur deux étages supplémentaires du bâtiment, ces travaux seront menés dans la continuité de la phase 0.

### **Tranche Optionnelle : Suivi des travaux de curage et désamiantage d'un des quatre niveaux du bâtiment**

La tranche optionnelle correspond à la consultation des entreprises et suivi des travaux de curage/désamiantage du R+1 du bâtiment, occupé jusqu'à fin 2027 par le laboratoire BVPAM de l'université Jean Monnet.



L'ensemble des travaux se dérouleront en site occupé. En effet, le bâtiment C sera occupé pendant la totalité des travaux, en R+1 par le laboratoire BVPAM de l'UJM jusqu'en 2027, et par Centrale Lyon suite à son installation sur un étage dès septembre 2026. L'attention du titulaire est également attiré sur le fait que le bâtiment fait partie d'un seul ERP, dont le fonctionnement ne devra pas être impacté. Par ailleurs, le campus universitaire de la Métare fait l'objet de flux quotidien, d'étudiants et usagers du site, que le titulaire devra prendre en compte dans son organisation de chantier (notamment vis-à-vis du restaurant universitaire et des résidences avoisinantes).

Le prestataire devra également veiller à prendre en compte dans sa mission les autres usagers du campus (UJM, CROUS, Centrale Lyon, ...). Le titulaire devra également veiller à prendre en compte les autres chantiers du site (création d'un nouveau restaurant universitaire sur le parking devant le bâtiment C, travaux de réhabilitation du bâtiment H de l'UJM...). Le titulaire devra participer aux réunions de coordination du site le cas échéant et proposer une organisation de chantier compatible avec les contraintes liées à l'interchantier.

En synthèse le découpage des tranches fermes et optionnelles est défini comme suit :

Missions de base	TRANCHE FERME/OPTIONNELLE		
	Phase 0	Phase 1	Phase 2
Etudes d' Avant Projet (AVP)	Tranche Ferme		
Etudes de projet (PRO)			
Dossier de consultation des entreprises (DCE)			
Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)			
Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)			
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)			
Assistance lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)			Tranche Optionnelle

Le MOE devra prévoir une consultation d'entreprise pour la tranche ferme et une consultation d'entreprise pour la tranche optionnelle.

## 1.7 Mode de dévolution des travaux

Le dossier de consultation des entreprises sera élaboré en fonction du mode de dévolution des marchés de travaux, qui sera la passation d'un ou plusieurs marchés allotis, conformément aux tranches opérationnelles définies préalablement.

## 1.8 Marchés similaires

L'acheteur pourra passer des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, ayant pour objet la réalisation

de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché après mise en concurrence.

## Article 2. Contexte de l'opération

### 2.1 Présentation du projet

- **L'école Centrale Lyon**

L'Ecole centrale de Lyon (Centrale Lyon) est un Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel sous tutelle du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Elle est membre de la ComUE Université de Lyon Saint-Etienne et du Collège d'ingénierie Lyon Saint-Etienne.

Le campus stéphanois de Centrale Lyon regroupe son école interne l'ENISE (Centrale Lyon ENISE), le nouveau cycle préparatoire Cap ECL qui prépare aux cursus généralistes ou de spécialité, ainsi que 5 programmes de Master en génie civil, génie industriel et mécanique, dont un master international labellisé Erasmus Mundus. Ces cinq dernières années, le campus de Saint-Étienne a connu une croissance importante des effectifs étudiants (+25%), notamment au niveau des cursus ingénieurs de spécialité génie mécanique, génie civil et génie sensoriel.

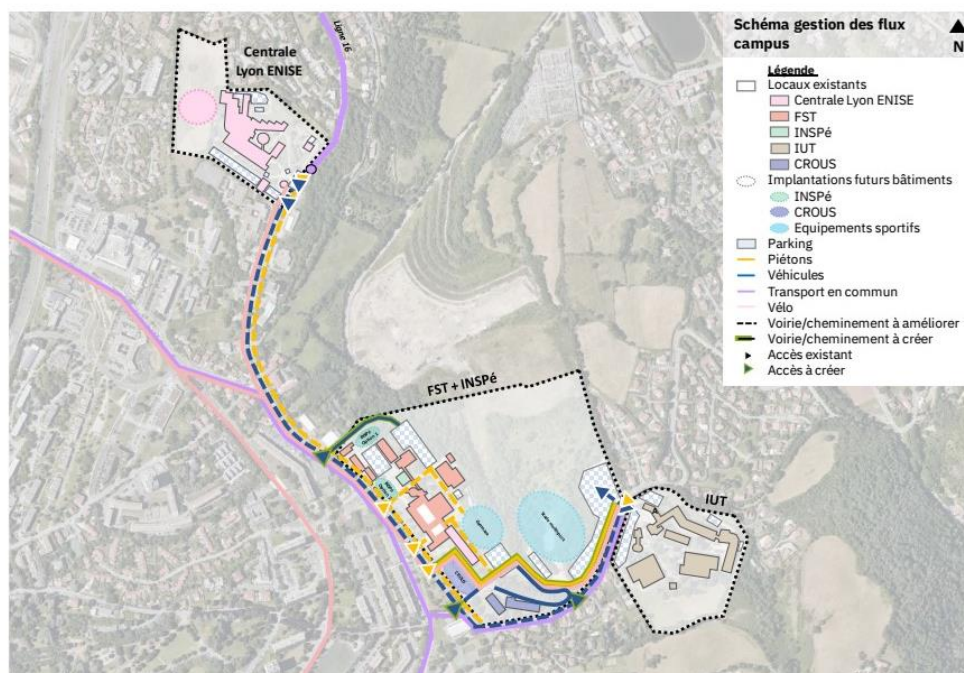
La stratégie 2030 de Centrale Lyon repose notamment sur la volonté de renforcer l'accompagnement des entreprises face aux grandes transitions. Cet accompagnement s'appuie sur le déploiement de son campus de Saint-Etienne comme Campus des mutations industrielles. Dans cette logique il est prévu l'augmentation des effectifs de 600 étudiants à horizon 2030.

Le bâtiment C du campus de la Faculté des sciences et techniques de l'UJM a été identifié comme pertinent pour accueillir une part du développement de l'école.

- **Le campus scientifique de la Métare**

Le campus de la Métare s'étend sur une superficie totale de 224 000 m<sup>2</sup> et comporte un patrimoine bâti de 48 000 m<sup>2</sup> SHON, articulé autour de 29 bâtiments et réparti entre : l'Université Jean Monnet (UJM) Faculté des Sciences et Techniques (qui occupe 70% des emprises foncières), le CROUS (restaurant, cuisine et résidences), Centrale Lyon (site Parot) et l'IUT de Saint-Etienne.

L'UJM Faculté des Sciences et Techniques de Saint-Etienne regroupe une large palette de formations dans les domaines de l'Informatique, de la Biologie, des Activités Physiques et Sportives, de la Chimie, de la Géologie, des Mathématiques et de la Physique, à laquelle s'adossent 5 laboratoires de recherche.



L'UJM a décidé de déménager une partie de la Faculté des Sciences et Techniques sur le site Manufacture de Saint-Étienne, libérant ainsi, à partir de septembre 2024, le bâtiment C sur le campus de la Métare.

Les acteurs du campus ont dans le cadre du travail en cours sur le schéma directeur immobilier et d'aménagement (SDIAD Métare) identifié la pertinence d'affecter le bâtiment C à centrale Lyon ENISE. Le travail sur le SDIAD est en cours et définit un ensemble de prescription urbaine dont le titulaire devra tenir compte.

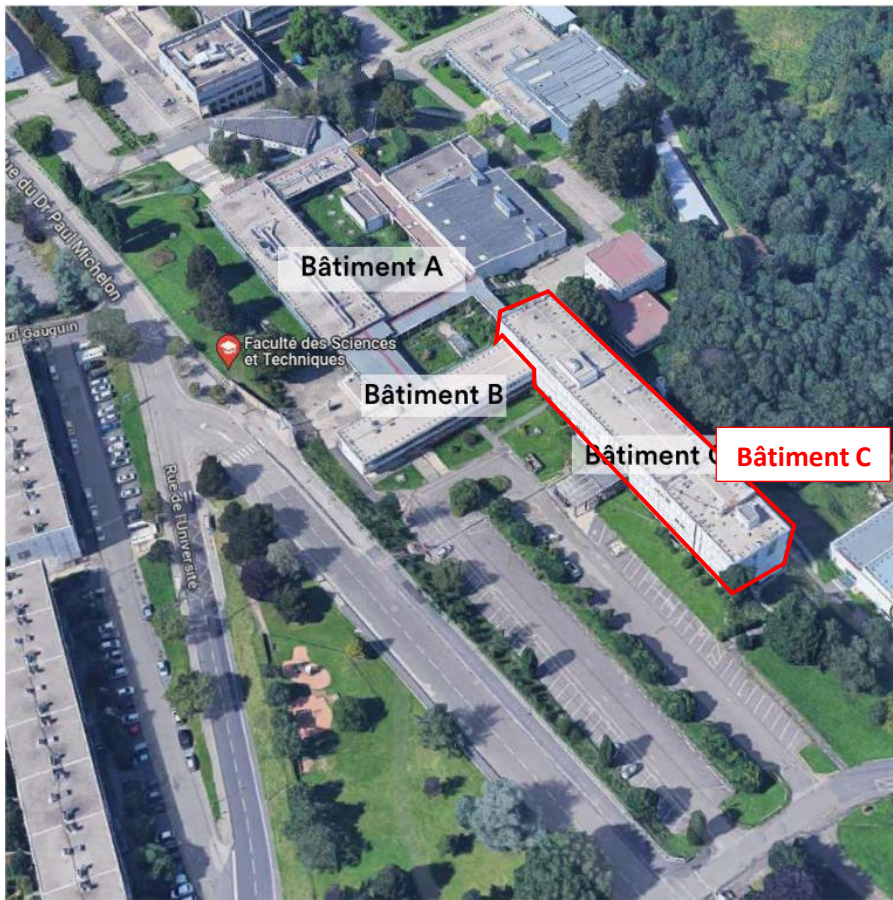
Le bâtiment C comprend quatre niveaux et offre une surface d'environ 4 600 m<sup>2</sup>, répartis en salles de classe, salles de TP de chimie et bureaux.

Le bâtiment C, aujourd'hui vétuste, ne répond plus aux objectifs fonctionnels, techniques et énergétiques actuels. Dans le cadre de l'affectation du bâtiment C à Centrale Lyon, il devra être programmé une rénovation thermique globale, son désamiantage et des opérations de décroïssonnement et re-cloïssonnement, selon un phasage compatible avec les besoins urgents en salles de classes et avec les financements disponibles.

**La mission de MOE porte uniquement sur le curage et désamiantage du bâtiment C et n'inclue pas les opérations de restructuration et rénovation énergétique. Une MOE spécifique sera désignée sur ces missions. Cependant, le titulaire du présent marché devra prévoir une articulation fine avec le MOE du projet de restructuration afin d'identifier et optimiser les travaux à réaliser. De même le titulaire du présent marché devra disposer de connaissance relative aux travaux en milieu amianté.**

**Le titulaire du marché de MOE restructuration et rénovation énergétique sera désigné en Aout 2025.**

- **Le bâtiment C**



*Plan de situation*

- **Etat des lieux**

Le bâtiment C a été construit en 1969. Il s'agit d'un ERP de type R, de 1<sup>ère</sup> catégorie. Il dispose d'une surface de 4 610m<sup>2</sup> SDP. Il accueillait des activités de laboratoire, d'enseignement de TP de physique et chimie, mathématique et géologie et de bureaux. Le bâtiment a fait l'objet de peu de travaux : menuiseries et toiture (2016). Le bâtiment est en état d'usage, pas de désordre structurel apparent. L'enveloppe est vétuste hormis la toiture qui a été refaite. Le bâtiment est en R+3 avec un RDC semi-enterré.



1 – Façade sud-ouest



4 – Façade sud



5 – Façade nord



2 – Façade sud-ouest



3 – Façade nord-est



6 - Vue parking et entrée



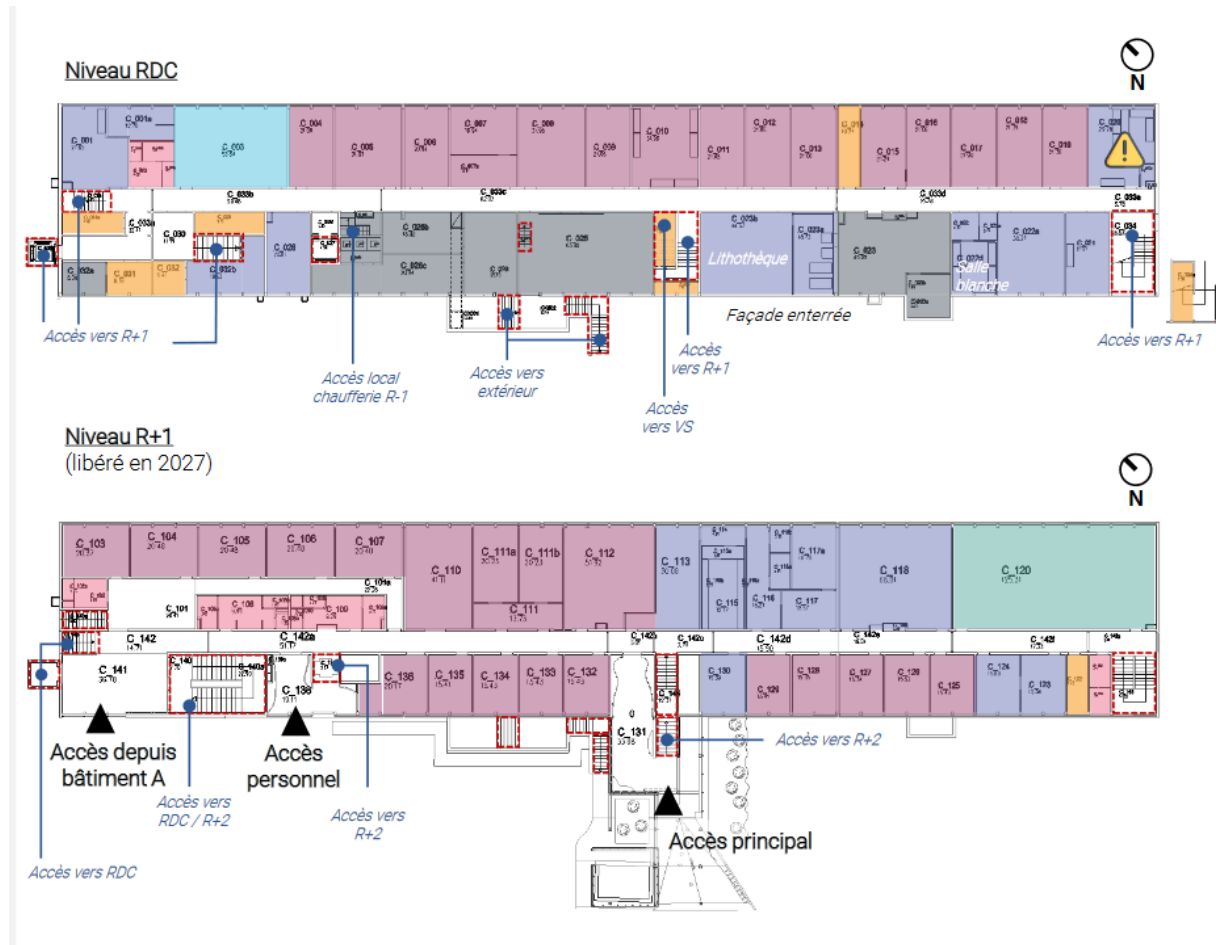
7 – Vue parking

### • Organisation des locaux du bâtiment C

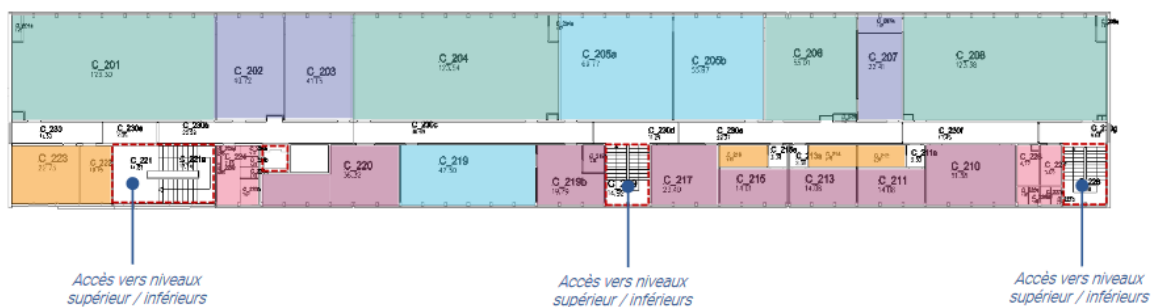
Les locaux s'organisent autour d'espaces de bureaux et de salles de cours séparés par une circulation centrale. Ci-dessous est détaillé le type d'espace par étage, repéré selon le code couleur de la légende ci-dessous. Ces éléments sont détaillés et précisés dans le programme technique détaillé, joint à la consultation, réalisé par le bureau d'étude Flores.

#### Légende

<span style="color: green;">■</span>	Salles travaux pratiques
<span style="color: lightblue;">■</span>	Salles banalisées
<span style="color: purple;">■</span>	Laboratoire
<span style="color: pink;">■</span>	Bureaux
<span style="color: orange;">■</span>	Locaux supports
<span style="color: lightpink;">■</span>	Locaux logistiques
<span style="color: grey;">■</span>	Locaux techniques
<span style="color: red; border: 1px dashed red;">■</span>	Circulations verticales



### Niveau R+2



### Niveau R+3



### Niveau R+2

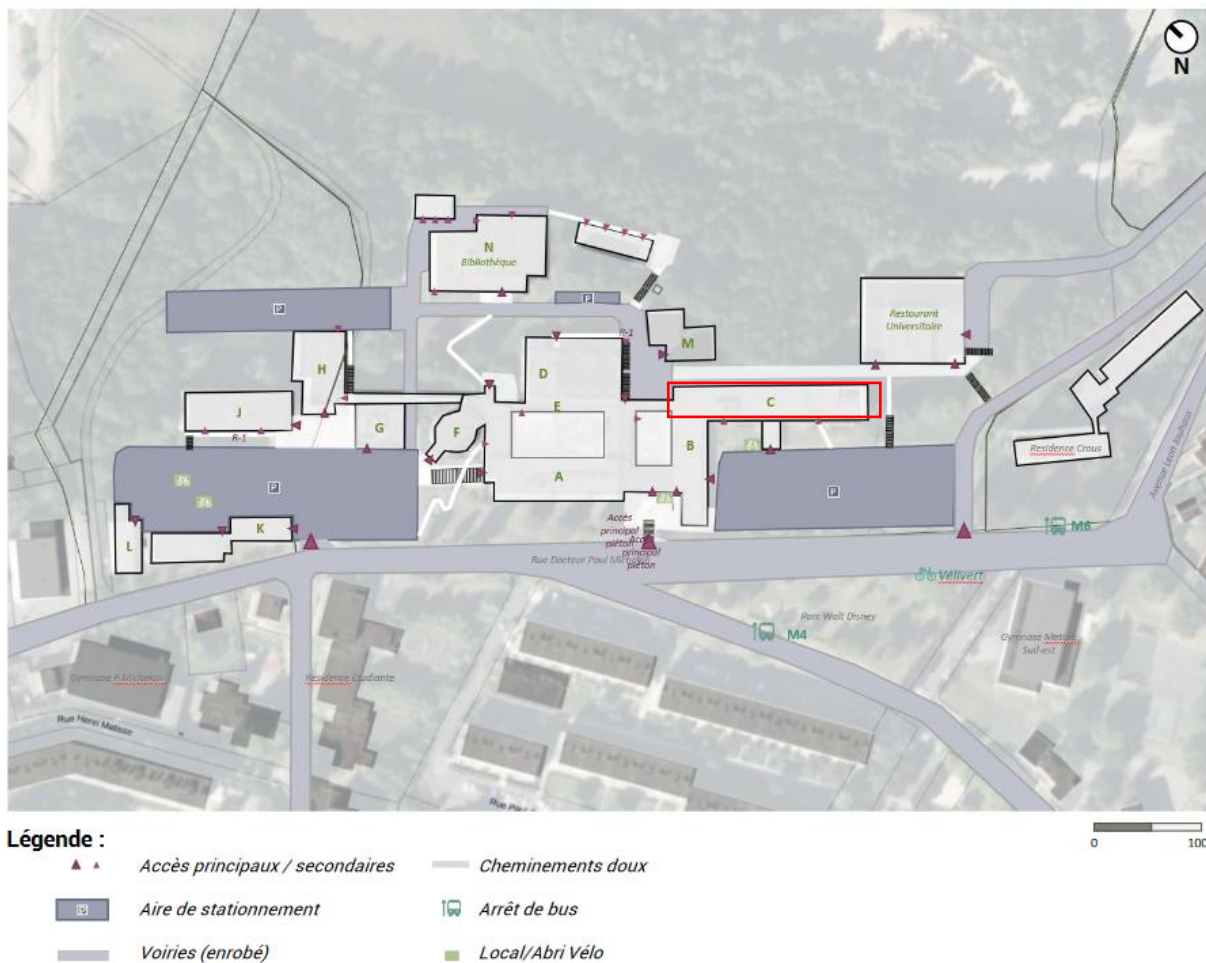


### Niveau R+3



Source : Flores – phase 1 diagnostic – Etude de programmation

- **Les accès du bâtiment**



Source : Flores – phase 1 diagnostic – Etude de programmation

Plusieurs entrées sont possibles depuis l'espace public :

- 1 entrée principale piétonne pour les étudiants et le public (accès au hall du bâtiment A), avec un escalier et un parvis en contrebas.
- 2 entrées véhicules à l'ouest, et à l'est, donnant chacune sur un parking, et distribuant les accès aux bâtiments B, C et restaurant CROUS coté Est, et les tous les autres coté Ouest.

Le bâtiment C possède une entrée publique, une entrée pour le personnel et d'un accès technique. Il est relié directement au bâtiment B, et il est également possible d'accéder aux bâtiments A à H par les circulations intérieures.

Le parking situé devant le bâtiment comprend ≈130 places

**Dans le cadre du schéma directeur du campus de la métare, en cours de finalisation, plusieurs travaux sur le campus ont été identifiés, notamment la possible réalisation d'un nouveau restaurant universitaire en lieu et place d'une partie du parking devant le bâtiment C, qui serait porté par le CROUS. L'équipe sélectionnée au titre de la présente consultation devra prendre en compte les enjeux d'interface interchantier.**



Le périmètre opérationnel représente environ 5000 m<sup>2</sup>, comprenant environ 1400 m<sup>2</sup> (emprise au sol) pour le bâtiment C. Il comprend également les abords directs du bâtiment et la façade.

- **Le projet**

Le projet, détaillé dans le programme technique joint au présent dossier de consultation, a pour objectif de rénover énergétiquement et thermiquement l'ensemble du bâtiment, de répondre aux normes d'accessibilité et de sécurité incendie et de restructurer les espaces intérieurs pour répondre aux besoins en salle de classes banalisées, espaces de bureaux et installation de deux laboratoires de l'établissement. Afin de mener à bien ces travaux, une première étape, objet du présent marché, de curage et désamiantage doit être réalisé.

Le diagnostic amiante avant travaux fait état de la présence d'amiante à tous les niveaux du bâtiment et sur les façades. **Il est attiré l'attention du prestataire sur le fait que les travaux de désamiantage ne comprennent pas le désamiantage de la façade du bâtiment, ni le désamiantage des joints sous tablette alu extérieur des menuiseries. Le projet d'ITE devra permettre de conserver ces éléments sans désamiantage.**

Le chantier devra se dérouler en site occupé. Le titulaire devra veiller à mettre en place les mesures de sécurité et prévention nécessaires. De même les interfaces entre le projet et le reste de l'ERP devront être prévues et anticipées par le titulaire aussi bien en travaux qu'en conception. Une concertation spécifique pourra également être mise en œuvre avec les occupants.

Cette rapide présentation est complétée par les éléments programmatiques et techniques joints au présent CCP :

#### **Annexe 2 : Programme Technique Détaillé Architectural – FLORES – Février 2025**

- 00. Note curage Désamiantage
- 01. Programme fonctionnel et architectural
- 02. Fiches descriptives des espaces
- 04. Programme technique et environnemental et exploitation-maintenance
- 05. Diagnostic architecturale fonctionnel et technique

#### **Annexe 3 : Dossier bâtiment :**

- Plans du bâtiment et des abords
- Diagnostic Amiante Avant Travaux
- Diagnostic Plomb Avant Travaux
- Diagnostic Structure (joint ultérieurement à la consultation)
- Diagnostic PEMD (joint ultérieurement à la consultation)

## 2.2 Lieu d'exécution des prestations

**Les prestations seront exécutées dans Bâtiment C – Campus de la Métare, Site de la Faculté des Sciences et Techniques (FST), 21-23 rue du Docteur Paul Michelon, 42100 Saint-Etienne.**

Le bâtiment fait partie d'un ERP au sein d'un campus en activité, avec une présence forte des usagers entre septembre et avril. Le bâtiment C est actuellement exploité au R+1 par le laboratoire BVPAM, jusqu'à 2027 et ne pourra pas être intégralement fermé pendant les travaux. **Par ailleurs, le phasage attendu doit permettre l'occupation d'un étage en septembre 2026.** Cet étage sera occupé à partir de cette date et durant les travaux des phases suivantes.

Le titulaire intégrera dans sa prestation le fait que les travaux devront être compatibles au fonctionnement de l'établissement. Il veillera notamment à ce que les contraintes imposées aux entreprises permettent d'éviter les nuisances de voisinage. Des dispositions très strictes seront prises sous sa responsabilité pour garantir un niveau de sécurité et propreté du chantier optimal. Dans ce sens, le titulaire s'engagera à faire respecter la charte chantier à faible nuisance du maître d'ouvrage et la réglementation en termes de désamiantage. Les confinements réalisés sur site devront être sécurisés et ne présenter aucun risque pour les usagers du campus.

## 2.3 Intervenants

La (les) personne(s) physique(s) désignée(s) par le titulaire pour l'exécution de la prestation, aura(ont), dans le cadre des missions identifiées dans le C.C.P., de nombreux interlocuteurs dans le cadre de sa (leur) mission :

### 2.3.1 Maître d'ouvrage : Centrale Lyon

L'Université Jean Monnet est l'affectataire du foncier et Centrale Lyon est le maître d'ouvrage du projet. Au terme des travaux Centrale Lyon sera l'affectataire du bâtiment C.

### 2.3.2 Mandataire du Maître d'ouvrage : ComUE Lyon Saint-Étienne

Le maître d'ouvrage a confié à la COMUE Université de Lyon, dans le cadre d'une convention de coopération public-public, un mandat pour procéder au suivi du projet immobilier.

### 2.3.3 Coordonnateur SSI (CSSI)

La mission CSSI sera confiée à un prestataire distinct du présent marché afin d'assurer la cohérence technique et fonctionnelle du Système de Sécurité Incendie de manière globale et intégrée à au fonctionnement de l'ERP.

### 2.3.4 Bureau de contrôle

Le bureau de contrôle sera attribué ultérieurement. Le nom du contrôleur et sa mission seront alors communiqués au maître d'œuvre.

### 2.3.5 Coordinateur SPS

La mission de coordination en matière de SPS sera attribuée ultérieurement. Le nom du coordinateur SPS sera alors communiqué au maître d'œuvre.

### 2.3.6 Programmiste

Le rédacteur du programme FLORES pourra être amené à assister la maîtrise d'ouvrage lors des phases de conception.

### 2.3.7 AMO réemploi

Un diagnostic PEMD est en cours de réalisation et sera transmis à l'équipe de MOE une fois finalisé. La MOA se réserve la possibilité en fonction des résultats du diagnostic de faire appel à un AMO spécifique sur la thématique du réemploi. Le MOE du présent marché devra prévoir des temps d'échange avec le diagnostiqueur/ AMO réemploi (le cas échéant) afin de définir les modalités de curage les plus pertinentes au regard des possibilités de valorisation sur site ou hors site des ressources identifiées.

Une coordination avec l'AMO devra dans ce cas être réalisée pour permettre d'ancrer les préconisations dans le projet.

### 2.3.8 MOE restructuration/rénovation énergétique

Les prestations de restructuration globale et de rénovation énergétique du bâtiment qui interviendront à la suite de la mission du MOE curage / désamiantage de MOE et travaux séparé. Il est attendu de l'équipe de maîtrise d'œuvre du présent marché de prévoir une coordination fine avec le MOE une fois désigné.

En effet, les opérations de curages et désamiantage devant être réalisées de manière anticipée à la finalisation des études d'AVP du marché de restructuration/rénovation énergétique, il devra être prévu une coordination entre les concepteurs afin de veiller à l'efficacité et la correspondance des interventions prévues.

Cette coordination devra permettre d'identifier l'intervention la plus rationnel à mettre en place et pousser à l'optimisation des deux projets.

Il pourra dans ce sens être imaginé recourir à un marché de travaux curage / désamiantage à bordereau de prix unitaire.

### 2.3.9 AMO Exploitation/maintenance

Le maître d'ouvrage et son mandataire se réserve la possibilité de désigné un AMO exploitation maintenance.

### 2.3.10 OPC

Le maître d'ouvrage et son mandataire Le maître d'ouvrage et son mandataire se réserve la possibilité de désigner un OPC pour l'opération globale.

### 2.3.11 Autres intervenants

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, s'il le juge utile.

## Article 3. Obligations générales des parties

### 3.1 Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

### 3.2 Portail de gestion documentaire

Dans le cas où le maître d'ouvrage ou son mandataire décide de mettre en place un portail de gestion documentaire pour assurer la gestion documentaire du projet (depuis le démarrage des études jusqu'à la réception des travaux), l'ensemble des acteurs de l'opération et en particulier le titulaire du présent contrat ont l'obligation d'utiliser la plateforme de gestion documentaire pour leurs échanges de documents.

L'accès à la plateforme se fait via tout type d'appareil (PC, MAC, tablettes) en utilisant les navigateurs internet courants.

Des identifiants seront transmis par mail à chaque utilisateur.

L'obligation d'utiliser le service n'exonère en aucune façon les intervenants de leurs obligations d'établir les plans et documents en papier conformément aux prescriptions de leur marché.

Il appartient à chaque utilisateur, en tant qu'émetteur de données et de documents, de vérifier que chaque transmission effectuée s'est faite conformément aux procédures en vigueur et de signaler, dans les meilleurs délais, toute défaillance technique éventuelle à l'administrateur du portail.

## Article 4. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont constituées de pièces particulières spécifiques à cette opération et de pièces générales.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-MOE, l'ordre de priorité des pièces particulières est le suivant, par ordre décroissant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG - MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé et des annexes ;

- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du code du travail, de l'inspection du travail, de la CARSAT et de l'OPPBT, les normes homologuées en France et en Europe, les cahiers DTU,
- Les règles de calcul DTU, les Eurocodes, les avis techniques et cahiers techniques du CSTB en vigueur au moment de l'exécution des prestations.
- Les dispositions du Code du patrimoine.
- Les dispositions du Code de la construction et de l'habitation
- Les dispositions du Code de l'urbanisme
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- L'ensemble des pièces transmises par le maître d'œuvre en réponse à la consultation

La signature de l'acte d'engagement du marché vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents mentionnés ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives de l'acheteur font foi dans le cadre de l'exécution du marché.

## Article 5. Confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité

### 5.1 Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, conformément à l'article 5.2 du CCAG - MOE.

### 5.2 Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-MOE, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Il est attiré l'attention du titulaire sur les plans des ZRR qui doivent être tenu confidentiels.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

## Article 6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

## Article 7. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

## Article 8. Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG-MOE, les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'œuvre.

## Article 9. Assurance

### 9.1 Généralités

Tous les intervenants (architectes, bureaux d'études techniques, maîtres d'œuvre...) assument les risques et responsabilité découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, ils répondent notamment des garanties, responsabilités et risques mis à leur charge :

- Par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 du Code Civil (Loi 78.12 du 4 janvier 1978),
- Par les articles 1382 à 1386, 1788 à 1791 du même Code.

Le maître d'ouvrage entend souscrire une assurance dommages-ouvrage et tous risques chantier.

### 9.2 Responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage et à son mandataire du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

La liste exacte des activités pour lesquelles l'intervenant est garanti, sera détaillée dans l'attestation.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

L'intervenant fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que son assureur s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L 113-3 du Code des Assurances) ainsi qu'à l'occasion de la réalisation du contrat quel qu'en soit le motif.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

Concepteurs : Responsabilité Civile cours de chantier – professionnelle et Après Livraison

- Responsabilité civile Exploitation : Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3.000.000 € par sinistre dont :
  - Immatériels Non consécutifs : 1.500.000 € par sinistre,
  - Dommages de pollution accidentelle : 1.500.000 € par année.
- Responsabilité civile Professionnelle et Après travaux : Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3.000.000 € par année dont :
  - Immatériels Non consécutifs : 1.500.000 € par sinistre et par an,
  - Dommages de pollution accidentelle : 1.500.000 € par sinistre et par an.

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de dix mille (10.000) Euros.

### 9.3 Responsabilité civile décennale

Il est convenu entre les parties que le présent marché concerne les travaux de restructuration et rénovation du bâtiment actuel considéré comme un immeuble par nature et qui seront réalisés selon des techniques de travaux bâtiment relevant donc d'une obligation d'assurance RC Décennale.

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale.

Ainsi, le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification du marché, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivants.

Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241-1 du Code des Assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Cette police devra prévoir une des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir une garantie limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

L'intervenant fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L 113-3 du Code des Assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent obligatoirement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

#### 9.3.1 Attestation d'assurance :

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et de responsabilité décennale exigée des intervenants devront être :

- Par dérogation à l'article 9.1.3 du C.C.A.G.-M.O.E., fournies avant l'attribution du marché. Le titulaire devra, justifier qu'il est couvert par les contrats d'assurances requis, en produisant une ou plusieurs attestations qui préciseront l'étendue de la responsabilité garantie (précisant la nature des risques couverts et les montants des garanties).
- Adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la seule Compagnie d'assurance (tout document émis par une autre société sera considéré comme nul). Elles devront comporter mention que l'Assuré est à jour de ses primes.

L'attestation d'assurance décennale devra obligatoirement :

- Mentionner les missions ou activités garanties,
- Être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du maître d'œuvre,
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires

#### 9.3.2 Assistance au maître d'ouvrage dans le cadre de l'assurance :

Le maître d'œuvre doit assistance au maître d'ouvrage pour tous les problèmes liés à l'application des polices d'assurance garantissant le chantier et notamment :

- Il doit veiller à l'assurabilité des matériaux et/ou systèmes constructifs mis en œuvre,
- Il informe le maître d'ouvrage de toutes les difficultés rencontrées à ce sujet, par la rédaction de notes et rapports appropriés,
- Il doit fournir tous documents et explications, assister à toutes réunions, aussi bien dans le cadre de la mise en place des polices d'assurances, spécifiques à l'opération, que dans le cadre de la résolution des sinistres pouvant survenir.

## CHAPITRE II. PRIX ET REGLEMENT

### Article 10. Prix

#### 10.1 Enveloppe financière des travaux

##### 10.1.1 Coût prévisionnel provisoire (CPP)

Ce coût prévisionnel provisoire (CPP) est présenté à l'article 1.2 du présent CCP. Il ne prend pas en compte les actualisations, ni les tolérances contractuelles.

##### 10.1.2 Coût prévisionnel définitif (CPD)

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel définitif (CPD) sur la base des études d'avant-projet.

Ce coût prévisionnel est établi en fonction de la décomposition prévisionnelle des lots du marché de travaux.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise de chaque phase d'étude est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-avant.

Le taux de tolérance sur le coût prévisionnel définitif fixé en phase APD par rapport à l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage est donc égale à 3 %.

Après réception de l'avant-projet par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion notamment :

- De la rémunération du maître d'œuvre
- Des frais de contrôle technique
- Des frais de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- De tous les frais financiers

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo, correspondant au mois de remise de l'offre par le titulaire.

#### 10.2 Forfait de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement, conformément à l'article R2432-7 du Code de la commande publique et concerne à la fois les missions de base et les missions complémentaires.

Le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre est fixé après engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux, lequel intervient à la validation de l'avant-projet.

Il résulte de l'application des modalités suivantes :

##### 10.2.1 En l'absence de modification du programme ou de prestations acceptées par le maître d'ouvrage ou son mandataire :

Le forfait définitif de rémunération (FD) sera arrêté par ordre de service du Maître d'ouvrage, qui fixera également le coût prévisionnel définitif des travaux (CPD).

**Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le Maître d'œuvre est égale au coût prévisionnel provisoire (CPP),**

Si  $CPD = CPP$ , le forfait définitif de rémunération est :  $FD = FP$

**Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le Maître d'œuvre est inférieure au coût prévisionnel provisoire (CPP),**

Si  $CPD < CPP$ , le forfait définitif de rémunération est :  $FD = FP$

**Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le maître d'œuvre est supérieure au CPP, notamment :**

Le Maître d'ouvrage pourra au choix :

- Exiger une reprise des études sans indemnisation ;
- Résilier le contrat aux torts exclusifs du maître d'œuvre. Dans ce cas, la rémunération de la mission effectuée au jour de la résiliation sera due par le maître d'ouvrage ;
- Accepter la nouvelle enveloppe travaux.

Après accord du maître d'ouvrage ou son mandataire sur les modifications et leurs incidences financières, le coût prévisionnel définitif sur lequel s'engage le maître d'œuvre est :  $CPD = CPP + \Delta CPP$

Dans ce cas précis, le forfait définitif de rémunération est :  $FD = FP$

#### 10.2.2 En cas de modification du programme ou de prestations proposées par le maître d'ouvrage ou son mandataire :

Le forfait de rémunération provisoire (FP) pour la mission principale est celui qui résulte de l'Acte d'Engagement arrêté lors de la mise au point du marché.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques définies ci-dessous.

Le forfait de rémunération définitif est fixé de la façon suivante :

a) Dès que la différence ( $\Delta CPP$ ) entre le coût prévisionnel provisoire (CPP) et le coût prévisionnel définitif (CPD) franchit en plus ou en moins un « palier », la rémunération provisoire FP est affectée d'un coefficient A. La valeur d'un « palier » est égale à 3 % (trois pour cent) du coût prévisionnel provisoire de travaux (CPP).

b) Le coefficient A possède les valeurs suivantes :

Palier	Evolution CPP	Valeur de A
1	< 3%	A1= 1
2	3 % < $\Delta CPP$ < 6 %	A2= 1,02
3	6 % < $\Delta CPP$ < 9%	A3=1,04
4	9 % < $\Delta CPP$ < 12%	A4=1,06
5	12 % $\Delta CPP$ < 15%	A5= 1,09
6	>15%	A5= 1,12

c) Lorsque que CPD est inférieur au CPP, le forfait de rémunération définitif est fixé proportionnellement à l'évolution du CPP.

#### 10.2.3 Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Un avenant permettra de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage et le forfait définitif de rémunération de la tranche ferme.

## 10.3 Forme des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### 10.3.1 Mode d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « M0 ».

### 10.3.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie ING (base 100 en janvier 1973). Il est publié au bulletin officiel du ministère en charge de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable ([www.btp.developpement-durable.gouv.fr](http://www.btp.developpement-durable.gouv.fr)) et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

### 10.3.3 Modalités de révision

Les prix du marché sont révisibles mensuellement selon les modalités ci-après :

Le coefficient de révision applicable CCn pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution est donné par la formule suivante :  $CCn = 0,15 + 0,85 * \ln-3 / I_0$

Dans laquelle I<sub>0</sub> correspond à l'index au mois d'établissement de l'offre du titulaire et I<sub>n</sub> celui de l'index à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois

### 10.3.4 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

## Article 11. Précisions sur les modalités de règlement

### 11.1 Avance

#### 11.1.1 Avance au titulaire ou à son sous-traitant

Le maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance, conformément à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique. Cette avance correspond à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant est une petite entreprise ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R2191-10 est fixé à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial du toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initiale toutes taxes comprises du marché, divisé par sa durée exprimée en mois.

#### 11.1.2 Paiement et remboursement de l'avance

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution de la tranche du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant (TTC) du marché. Le remboursement doit être achevé lorsque ce pourcentage atteint 80% du montant du marché (TTC).

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Son montant ne sera ni révisable, ni actualisable.

## 11.2 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes réglés périodiquement.

### 11.2.1 Fractionnement de la rémunération suivant les éléments de mission et date d'exigibilité des acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes réglés périodiquement, l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas 3 mois.

La fraction de la rémunération relative à chaque élément de mission et la date d'exigibilité de l'acompte sont fixées dans le tableau ci-après :

Prestation rémunérée	Fraction exigible	Date d'exigibilité
<b>AVP</b>	80 %	À la remise du dossier
	20 %	Après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
<b>PRO</b>	80 %	À la remise du dossier
	20 %	Après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
<b>DCE</b>	80 %	À la remise du dossier
	20 %	Après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
Mission complémentaire – <b>EXE partielles</b>	100%	A la remise des devis quantitatifs détaillés par lots et du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état
<b>ACT</b>	60 %	À la remise du RAO
	40%	Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le mandataire du maître d'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises
<b>VISA</b>	Exigible en fonction de l'avancement des travaux et sous réserve de la production des plans d'exécution visés correspondants	
<b>DET</b>	90%	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au délai d'exécution global des marchés de travaux (y compris période de préparation)
	10%	À la date de l'accusé de réception, par le mandataire du maître d'ouvrage du projet de décompte générale de l'ensemble des entreprises et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
<b>AOR</b>	30 %	À la date d'accusé de réception par le mandataire du maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables
	30 %	À la réception. A la remise du dossier des ouvrages exécutés.
	20 %	À l'achèvement des levées de réserves.
	20 %	À la fin du délai de garantie de parfait achèvement

Les livrables attendus à minima pour chacune des missions est détaillé en **Annexe 1 du présent CCP**.

### 11.2.2 Montant des acomptes

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. Les demandes de paiement sont à adresser et à envoyer au Mandataire du Maître d'Ouvrage (ComUE Lyon Saint Etienne) et doivent comporter la mention « ComUE Lyon St Etienne, au nom et pour le compte de Centrale Lyon ».

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations. Le titulaire notifie alors au maître d'ouvrage une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO ou toute plateforme de gestion mise en place par le maître d'ouvrage. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.

Le cas échéant, le titulaire adressera ses demandes de paiement via la plateforme de gestion financière mise en œuvre pour l'opération.

### Projet de décompte

Les projets de décompte présentés par le maître d'œuvre établissent le montant des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard ou des réfections.

Conformément à l'article 11.3 du CCAG-MOE, le projet de décompte fait ressortir :

- a) Le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 21.3 du CCAG- MOE ;
- b) La décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- c) Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- d) En cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- e) En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- f) Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage la demande de paiement. Il est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de sous-traitance durant l'exécution du marché :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché ;
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au maître d'ouvrage ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;

- Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Les projets de décompte indiquent les phases réalisées, de la mission leur date d'achèvement et leur rémunération, par référence au tableau figurant ci-avant.

Pour les phases de mission en cours de réalisation pouvant être partiellement réglées avant leur achèvement, en application des dispositions figurant ci-avant, les projets de décompte indiquent le pourcentage de leur rémunération exigible.

Les projets de décompte servent de base à l'établissement des acomptes par le maître d'ouvrage ou son mandataire.

### **Décomptes périodiques**

Le maître d'ouvrage ou son mandataire vérifie les projets de décompte et y applique les pénalités éventuelles.

Les projets de décompte ainsi complétés deviennent alors les décomptes.

### **Acomptes périodiques**

Le montant des acomptes à verser au titulaire du marché est déterminé par le maître d'ouvrage ou son mandataire qui dresse, à cet effet, un état faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte en prix de base. Ce montant est la différence entre le montant du décompte et celui du décompte précédent ;
- b) L'effet de la révision de prix appliquée de cet acompte ;
- c) L'incidence de la T.V.A ;
- d) Le montant de l'acompte à verser, récapitulation des trois montants ci-avant, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire.

Le maître d'ouvrage délégué notifie au titulaire du marché le montant de l'acompte ci-avant, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant, si le projet établi par le titulaire du marché a été modifié.

Les réclamations éventuelles du maître d'œuvre sur un décompte doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 12.1.4 du CCAG-MOE.

## **11.3 Solde**

### **11.3.1 Solde – décompte final**

À l'achèvement de sa mission dans le respect des conditions énoncées à l'Article 25 ci-après, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage ou à son mandataire une demande de solde, sous forme de projet de décompte final, dans les conditions fixées à l'article 11.7 du CCAG- MOE.

Le projet de décompte final indique le montant de la rémunération (F) du maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ou son mandataire vérifie le projet de décompte final et dresse l'état faisant ressortir :

- a) Le montant de la rémunération forfaitaire hors TVA ;
- b) La réfaction éventuelle pour non-respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle qu'elle résulte des dispositions de l'article 8.2 ci-après ;

- c) Le forfait rectifié de rémunération, ce forfait étant égal à la différence des postes a) et b) ci-avant ;
- d) Les pénalités éventuelles ;
- e) La rémunération, en prix de base hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale à la différence des postes c) et d), et constituant le décompte final.

Par dérogation à l'article 11.7.3 du CCAG-MOE, et si le projet de décompte final, malgré une mise en demeure formulée par le maître d'ouvrage ou son mandataire n'a pas été produit dans un délai de 30 jours à partir de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (éventuellement prolongé) de tous les travaux, le maître d'ouvrage est fondé à procéder à la liquidation sur la base du décompte établi par ses soins aux frais et risques du titulaire. Il est notifié au maître d'œuvre.

### 11.3.2 Décompte général – montant du solde

Le maître d'ouvrage ou son mandataire établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-avant ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- c) Le montant en prix de base et hors TVA du solde, ce montant étant la différence du poste a) et b) ci-avant ;
- d) L'effet de la révision appliquée sur le montant ci-avant ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) Le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c), d), e) ci-avant ;
- g) La récapitulation des acomptes partiels, de leur révision et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Le décompte général et définitif du marché est :

- Soit le décompte général revêtu de la signature, sans réserve, du maître d'œuvre puis celle de la personne responsable du marché ;
- Soit le décompte général accru du montant de l'éventuelle indemnité accordée au maître d'œuvre à la suite d'un litige.

Les réclamations éventuelles du maître d'œuvre sur le décompte général doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 12.1.4 du CCAG-MOE.

Conformément à l'article 11.8.4 du CCAG MOE, dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 11.8.3, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 35, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

### 11.4 Délais de règlement

Le délai dont dispose la personne publique pour procéder au paiement des sommes dues est de 30 jours, à compter de la plus tardive des échéances suivantes :

- La réception des demandes d'acompte ;
- La date du service fait.

En cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Il est précisé en outre que le titulaire devra avertir sans délai le maître de l'ouvrage de ses changements de domiciliation bancaire et produire à cet effet les pièces justificatives correspondantes.

### 11.5 Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations. Le titulaire notifie alors à l'Université de Lyon une demande de paiement adressée au maître d'ouvrage (ici, Centrale Lyon), établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que les sous-traitants transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant la plateforme de gestion financière mise en œuvre pour l'opération. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivie, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs.

### 11.6 E-Facturation

Le titulaire transmet l'ensemble des documents relatifs au règlement des prestations prévues au Marché, notamment ses factures, décomptes et demandes de paiement, par voie électronique au maître d'ouvrage ou son mandataire.

Pour cela, le maître d'ouvrage ou son mandataire pourra se doter d'une plateforme collaborative (système d'échange de données informatiques) sur laquelle l'ensemble de ces documents devront être transmis par le titulaire. Cette plateforme notifie au titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

**Le titulaire est tenu d'adhérer au système d'échange de données informatiques choisi par le maître d'ouvrage ou son mandataire pour la saisie des situations.**

## Article 12. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

En ce qui concerne les cotraitants, l'article 12 du CCAG-MOE est appliqué.

En cas de groupement solidaire, le paiement pourra être effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

## CHAPITRE III. EXECUTION ET PERIMETRE DES PRESTATIONS

### Article 13. Engagements du maître d'œuvre

#### 13.1 Engagement du maître d'œuvre sur le respect du cout prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le **coût prévisionnel des définitifs des travaux (CPD)**, tel que défini à l'article 10 du présent CCP. Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation des entreprises de travaux. Il s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux réajusté au coût prévisionnel définitif des travaux assortis d'un **taux de tolérance fixé à 3%**.

##### 13.1.1 Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du cout cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre / Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux

Le coefficient arrondi à l'entier au millième supérieur est appliqué au cout cumulé des marchés de travaux.

##### 13.1.2 Calcul du seuil de tolérance sur le cout prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante : **Seuil de tolérance = CPD hors taxes x 1,03**

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article 27 du CCP régissant les résiliations.

#### 13.2 Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le **coût cumulé des marchés de travaux (CMT)**. Le respect de cet engagement est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage en tenant compte du coût total définitif des travaux résultant des décomptes finaux et des factures des entreprises. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un **taux de tolérance fixé à 2%**.

Le cout total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des modifications des marchés de travaux relevant des articles 14.1.3 & 14.1.4.

##### 13.2.1 Calcul du seuil de tolérance sur le cout cumulé des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante : **Seuil de tolérance = CMT hors taxes x 1,02**

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie à l'article 16 du présent CCP.

## Article 14. Prestations supplémentaires ou modificatives

### 14.1 Modifications de programme et contrôle des coûts

#### 14.1.1 Modifications du programme

Si le maître d'ouvrage est amené à faire une extension ou une réduction du programme postérieurement à la validation de l'APD, et d'une façon générale à lui apporter des modifications ayant une incidence financière, il en sera tenu compte au niveau du coût prévisionnel qui pourra faire l'objet d'un avenant.

En outre, en cas de réduction du programme, le maître d'œuvre sera rémunéré pour la partie de la mission déjà effectuée concernant les ouvrages ou les parties d'ouvrages supprimés.

De manière générale, toute modification du programme, que ce soit en phase études ou en phase travaux, et ce peu importe son origine, devra faire l'objet d'une validation écrite de la maîtrise d'ouvrage après présentation détaillée des conséquences techniques, financières et calendaires par la maîtrise d'œuvre, notamment si celle-ci impose une révision du marché de maîtrise d'œuvre. Le titulaire mettra tout en œuvre pour transmettre ces éléments dans les meilleurs délais afin que ces éléments soient validés avant leurs conséquences sur l'opération. Les reprises d'études et modifications de périmètre n'ayant pas fait l'objet d'une validation au préalable par la maîtrise d'ouvrage ne sauraient donner lieu à des demandes d'honoraires a posteriori.

#### 14.1.2 Suivi financier

**Le maître d'œuvre met en place une procédure de suivi financier continu. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révéleraient nécessaires.**

Le suivi financier consiste en la mise à jour à chaque phase pendant la durée des études, chaque mois en phase travaux, de la décomposition par lots du montant des travaux.

Le maître d'œuvre remet un modèle faisant apparaître la décomposition de l'estimation du montant des travaux par lots, la marge de tolérance de cette estimation sera répartie entre lots, en fonction des aléas attachés aux travaux correspondants.

Après accord du maître d'ouvrage, cet état sera tenu à jour, en sorte que notamment, la répartition de la marge affectée aux différents lots puisse être modifiée à mesure de l'avancement des études et des marchés de travaux, en particulier au moment de la remise du dossier de consultation des entreprises et à la notification des marchés de travaux.

De plus, cet état comporte en annexe les fiches mentionnant l'origine et le montant des modifications apportées au projet en distinguant pour chaque phase de l'opération conformément à l'article 13 :

- Les prestations Tm sur modifications demandées par le maître d'ouvrage,
- Les prestations Ts introduites par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra conduire ses études de manière à proposer des prestations supplémentaires éventuelles « techniques » telles qu'à tous les stades de l'opération, l'estimation ou le coût effectif des travaux puisse être ramené dans les limites acceptées par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage constate des dérives dans l'estimation que le maître d'œuvre est tenu de fournir, il peut exiger de celui-ci la reprise des études pour revenir dans les limites fixées. Les changements de prestations en résultant seront classés en Ts.

Pour parer, sans délai, aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre peut préparer des variantes « économiques ». Ces variantes, sont soumises à l'accord du maître d'ouvrage et étudiées par le maître d'œuvre à ses frais, leurs études et réalisations doivent être sans incidences sur les délais d'exécution. Ces variantes économiques sont classées en Ts.

Lors de l'analyse des offres et en fonction des prix proposés, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de retenir certaines variantes.

#### 14.1.3 Modifications apportées au cours des études et des travaux à la demande du Maître d'ouvrage (Type TM)

Si au cours du marché, le maître d'ouvrage décide une modification du programme, ou en cas de sinistre apparu sur le chantier, les incidences financières éventuelles sur l'estimation prévisionnelle du coût des travaux et sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre sont estimées par le maître d'œuvre et font l'objet d'une négociation avec le maître d'ouvrage s'ils interviennent après la validation de l'APD.

Les conséquences éventuelles des modifications d'un texte réglementaire applicable au projet sont assimilées aux modifications de programme.

Ces modifications peuvent faire l'objet d'honoraires supplémentaires, à l'exception :

- Des modifications n'ayant pas d'impact sur le programme (simples aléas techniques) ;
- Des modifications en moins-values ;
- Des modifications suite à un sinistre dû à une erreur du titulaire ;
- Des modifications suite à une erreur ou un oubli du titulaire.

Les honoraires seront calculés sur la base du taux définitif de rémunération du marché en fonction des phases concernées.

#### 14.1.4 Modifications apportées à la demande du Maître d'œuvre (Type TS)

Le maître d'œuvre, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou au respect des coûts, peut proposer, sans incidence financière ou sur les délais, des options de prestations référencées Ts. Les modifications de type Ts ne sont pas susceptibles de générer de rémunération supplémentaire.

Pendant la phase d'études, ces prestations modificatives ne peuvent avoir comme conséquence de modifier globalement les estimations initiales ou définitives sur lesquelles le maître d'œuvre s'est engagé.

Les modifications de type Ts apparaissant après la notification des marchés de travaux sont comptabilisées séparément après accord du maître d'ouvrage sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le maître d'œuvre. Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier le forfait de rémunération.

Le maître d'œuvre est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes les modifications de type Ts, y compris celles qui n'apportent pas de modifications de coût.

Le maître d'œuvre remettra au maître d'ouvrage un projet de modèles de fiche technique de proposition de modification (FTM) et d'ordre de service à la remise du DCE.

## Article 15. Délai d'exécution

### 15.1 Durée du marché

La durée du marché s'étend de la date de notification jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, soit un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux. La durée du présent marché est prorogée si une prolongation du délai de garantie des travaux est décidée par le maître d'ouvrage.

La durée prévisionnelle du marché est de **4 ans, garantie de parfait achèvement inclus**.

Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle est de 30 mois à compter de la notification du marché.

La livraison de l'ouvrage objet de l'opération de travaux est souhaitée en plusieurs phase, dont les dates de livraison prévisionnelle sont :

- Livraison travaux de curage/désamiantage phase 0 : Mars 2026
- Livraison travaux de curage/désamiantage phase 1 : Aout 2026
- Livraison travaux curage désamiantage phase 2 : Juin 2028

La date de démarrage du délai d'exécution des prestations équivaut à la date de notification du marché. Par la suite, le marché sera exécuté au moyen d'ordre de services, les dates de livraison prévisionnelles détaillées ci-dessus pourront être amenés à évoluer au cours de l'opération sur décision e la MOA et feront dans ce cas l'objet d'une notification par OS.

## 15.2 Généralités sur les délais

La mission ne comporte pas un délai global d'exécution. Des délais partiels sont fixés en fonction de la nature et de la particularité de chaque élément de mission.

Chaque élément de mission sera mis en œuvre au moyen d'ordres de service. Ces derniers sont signés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le maitre d'ouvrage, en cours d'exécution du marché.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il les formule au maitre d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 3.8 du CCAG-MOE.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au maitre d'ouvrage.

Chaque ordre de service est notifié par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans l'acte d'engagement du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Le présent marché est exécutoire à compter de sa date de notification. Le marché s'achèvera à l'issue du dernier élément de la période de GPA.

Les pénalités portent sur tous les jours calendaires de retard dans l'exécution des éléments de mission.

Les prestations doivent être exécutées conformément aux délais par mission mentionnés dans les articles suivants.

## 15.3 Délais pour les « Etudes »

### 15.3.1 Etablissement des documents

Eléments de mission	Documents / actes	Délai de réception maximum	Début du délai
<b>AVP</b>	Elaborer les études d'Avant-Projet	[4 semaines]	Date de notification du marché
<b>PRO</b>	Etablir les études de projet	[4 semaines]	Date de l'ordre de service d'approbation de l'AVP

<b>DCE / EXE partielle</b>	Préparer le Dossier de Consultation des Entreprises  Etablir les devis quantitatifs détaillés par lots et le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état	[2 semaines]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation du PRO
<b>ACT</b>	Rapport préalable d'analyse des candidature et offres, et questions aux candidats	[10 jours]	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les offres
	Rapport définitif d'analyse des offres	[5 jours]	Date de réponse aux questions
	Procéder à la mise au point du ou des dossiers de marché	[5 jours]	Date de la décision d'attribution des marchés

Tout autre délai pourra être précisé par ordre de service.

**Nota : la finalisation de l'AVP aboutissant à la validation de l'enveloppe définitive du projet, il est probable que le délai de validation de cette phase soit assez important.**

## 15.4 Délais pour les « Travaux »

### 15.4.1 Etablissement des documents

Eléments de mission	Documents / actes	Délai de réception maximum	Début du délai
<b>VISA</b>	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins et à la diligence de l'entrepreneur.	[5 jours]	Date de la réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur
<b>DET</b>	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion	[2 jours]	Date de la réunion
	Procéder aux constatations	[5 jours]	Date de la demande de l'entrepreneur
	Notifier par ordre de services les décisions du mandataire du maître d'ouvrage	[2 jours]	Date de réception de la décision du mandataire du maître d'ouvrage
	Instruire les mémoires de réclamation	[15 jours]	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur
	Vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux, établir les états d'acompte correspondants et les transmettre au mandataire du maître d'ouvrage.	[7 jours]	Date de réception du projet de décompte mensuel

	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux, établir les décomptes généraux et soldes et les transmettre au mandataire du maître d'ouvrage.	[10 jours]	Date de réception du projet de décompte final
<b>AOR</b>	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).	[10 jours]	Date de réception par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au CCAP des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux
	Proposer la réception au mandataire du maître d'ouvrage et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	[5 jours]	Date du Procès-Verbal des OPR.
	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) au mandataire du maître d'ouvrage.	[1 mois]	Après réception par le maître d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs.
	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (G.P.A.).	[5 jours]	Date de saisine par le mandataire du maître d'ouvrage
	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	[5 jours]	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves
<b>DOE</b>	Transmission du DOE maîtrise d'œuvre	[4 semaines]	Réception des PV de réception

Tout autre délai pourra être précisé par ordre de service.

#### 15.4.2 Délais de livraison des ouvrages

Le titulaire est contractuellement engagé à proposer la réception des ouvrages dans le délai ou à la date prévue dans les marchés de travaux.

#### 15.4.3 Défaillance éventuelle du maître d'œuvre dans l'établissement des décomptes

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus à l'article 15.4.1 dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de la faire, dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décomptes, aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant indépendamment des pénalités définies ci-après.

#### 15.4.4 Ordres de service

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, dans les conditions précisées ci-dessous. Les ordres de service faisant suite à une décision du maître d'ouvrage doivent être notifiés à l'entrepreneur concerné dans le délai de 2 jours.

Dans certains cas exceptionnels liés à des conditions d'urgence, les ordres de service pourront être diffusés par la maîtrise d'ouvrage après validation de principe de la maîtrise d'œuvre.

Ces ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre et adressés par celui-ci, à l'entrepreneur, lequel lui retournera après les avoir signés et complétés par la date de réception.

L'ordre de service dûment signé par les entrepreneurs est adressé au maître d'ouvrage. Toutefois les ordres de service ayant trait :

- A la modification du programme initial, entraînant la modification du ou des marchés de travaux ;
- A la notification de la date de commencement des travaux ;
- A la modification des délais d'exécution ;
- Au passage à exécution d'une tranche optionnelle ;
- A la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- De façon générale ayant une incidence financière.

Ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'après décision écrite du maître d'ouvrage ou visa de celui-ci (courrier ou courriel avec accusé de réception).

Les ordres de service pouvant avoir une incidence financière ou sur les délais devront être précédés de l'émission d'une fiche technique de proposition de modification (FTM). Cette FTM indiquera une évaluation des incidences financières et calendaires des dispositions proposées. Après validation écrite du maître d'ouvrage, elle peut donner lieu à une demande de devis par l'entrepreneur (FTM provisoire) ou à l'émission d'un ordre de service exécutoire.

#### 15.4.5 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception ont lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, après que l'entreprise titulaire ou le mandataire ait avisé la personne publique et le maître d'œuvre de cet achèvement.

Le maître d'œuvre dispose de cinq jours calendaires à compter de la date des opérations préalables à la réception, pour signaler aux entrepreneurs s'il a proposé ou non au maître d'ouvrage la réception de l'ouvrage et pour transmettre l'intégralité de ses propositions à la personne mandataire du maître d'ouvrage.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception, et aux propositions complémentaires correspondants du maître d'œuvre à la personne mandataire du maître d'ouvrage.

#### 15.4.6 Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de dix jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

## Article 16. Pénalités

### 16.1 Généralités

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché. Sauf mention expresse contraire dans les clauses indiquée ci-après, les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable.

Par ailleurs, les pénalités exprimées ci-dessous d'entendent en euros hors taxes et les jours de calcul en jours calendaires.

### 16.2 Pénalités relatives à la fourniture de documents

En cas de retard dans l'émission des documents, que ce soit pour la phase « études » ou la phase « travaux », le maître d'œuvre subira, sur ces créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250 €.

### 16.3 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

A l'issue de l'ensemble des travaux, si le coût constaté des travaux est supérieur au seuil de tolérance défini à l'article 13, le maître d'œuvre pourra supporter une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement, éventuellement modifié à l'issue des études d'APD, multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 20% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA, DET et AOR).

Si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût de travaux non prévus (hors travaux modificatifs Tm) dépasse le seuil de tolérance défini à l'Article 13, des retenues intermédiaires seront appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondant à l'élément de mission direction des travaux.

### 16.4 Pénalités pour retard de livraison des ouvrages

Conformément à l'article 9.1, le titulaire est contractuellement engagé à proposer la réception des ouvrages dans le délai ou à la date prévue dans les marchés de travaux.

Une pénalité de 250 € par jour de calendrier de retard sera appliquée en cas de non-respect de cet article.

La pénalité sera calculée sur la base du retard constaté par rapport au dernier calendrier d'exécution des travaux validé conjointement par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de retard non imputable au titulaire, à savoir dans les cas suivants :

- Intempéries (conformément aux marchés de travaux) ;
- Retards dus à des décisions ou avis extérieurs tels que bureau de contrôle ;
- Défaillances d'entreprises ;
- Cas de force majeure.

### 16.5 Pénalités pour retard sur la vérification de la conformité du projet d'exécution

En cas de non-respect du délai associé, le maître d'œuvre se verra appliquer sans mise en demeure, sur ces créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250€.

### 16.6 Pénalités pour retard sur la vérification des projets de décompte mensuel ou final des entrepreneurs et établissement du décompte général

En cas de non-respect du délai associé, le maître d'œuvre encourra, sur ces créances, sans mise en demeure, des pénalités dont le taux par jour de retard, est fixé à 1/500e du montant de l'acompte des travaux correspondant en prix de base hors TVA.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable.

### 16.7 Pénalités de retard dans l'instruction des mémoires de réclamations

En cas de retard sur le délai associé, le maître d'œuvre subira sans mise en demeure, sur ces créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250 €.

### 16.8 Pénalités de retard pour absence sur le chantier

En cas d'absence du maître d'œuvre, soit à une réunion hebdomadaire, soit aux visites inopinées auxquelles il aura été convoqué à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son mandataire, le maître

d'œuvre subira, sur ses créances, une pénalité dont le montant forfaitaire sera égal à 250 € par absence constatée.

### 16.9 Pénalités pour manquement au RGPD

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), le maître d'ouvrage exigera, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 1000€.

### 16.10 Autres pénalités

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non- respect d'un délai d'exécution (exemple présence à une réunion, respects de consignes, etc.), le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 250€.

## Article 17. Primes

Le présent marché ne prévoit pas de primes.

## Article 18. Développement durable

### 18.1 Insertion sociale

Le présent marché ne prévoit pas de clause d'insertion sociale. Elle sera néanmoins prévue dans les marché travaux.

### 18.2 Clause environnementale

Le maître d'œuvre prendra en compte sur la totalité des phases de sa mission :

- La réduction des prélèvements des ressources ;
- La composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- La réduction des impacts sur la biodiversité ;
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Il s'appuiera notamment en phase études sur le diagnostic PEMD fourni et sera garant du réemploi des éléments architecturaux et techniques déposés.

### 18.3 Actions concrètes prévues dans le cadre du projet

Le développement durable étant l'un des objectifs forts du présent projet, le maître d'ouvrage prévoit un certain nombre d'action spécifique venant en complément des éléments de missions du maître d'œuvre. Celles-ci sont détaillées dans l'Annexe 1 Livrables du présent CCP.

Ce dernier devra également s'appuyer sur l'annexe spécifique au PTD jointe au présent marché.

## Article 19. Moyens mis à la disposition du maître d'œuvre

### 19.1 Documents mis à la disposition du titulaire

Le maître d'ouvrage ou son mandataire mettra à la disposition du titulaire tous les documents nécessaires à la réalisation des prestations.

### 19.2 Matériels mis à la disposition du titulaire

Le maître d'ouvrage ou son mandataire mettra à la disposition du titulaire tous les moyens matériels nécessaires à la réalisation des prestations. Cette catégorie comprendra notamment tous les clefs / badges / moyens d'accès nécessaires à la circulation du titulaire dans le cadre de son marché.

La non restitution de ces éléments après mise en demeure pourra donner lieu à l'application des pénalités décrites ci-dessus.

## CHAPITRE IV. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

### Article 20. Opérations de vérification

#### 20.1 Réception des documents et achèvement de la mission

La réception des prestations prévues au présent marché se fera conformément aux dispositions de l'article 20 du C.C.A.G.-MOE.

Par dérogation à l'article 20.4.2, du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le responsable du maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera pas présent lors des opérations de vérification.

##### 20.1.1 Modalités de fourniture des documents d'études et d'exécution

Les documents à fournir par le maître d'œuvre, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, sont remis par celui-ci au maître d'ouvrage pour vérification et réception sous forme de tirages papier pliés au format A4. Le tableau ci-dessous précise le nombre de tirages à fournir :

Éléments de mission	Document	Nombre d'exemplaires (*)
<b>AVP</b>	Avant-Projet	1 + un jeu de plan
<b>PRO / DCE</b>	Projet / DCE	1 + un jeu de plan
<b>VISA</b>	Visa- Etudes de synthèse	1 + un jeu de plan
<b>AOR</b>	Dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	2 + deux jeux de plan

(\*) dont un exemplaire reproductible sera obligatoirement remis

Une version informatique de chaque dossier est fournie au maître d'ouvrage. Les plans sont fournis sous format Autocad et PDF, les pièces écrites en Word et Excel et PDF.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

En cas de remise de documents jugés incomplets par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir un nouveau dossier complet dans le même nombre d'exemplaires que celui exigé initialement.

#### 20.2 Mode de suivi de l'exécution

##### 20.2.1 Suivi de l'exécution des études de conception

Pendant la réalisation des études de conception, des réunions sont organisées a minima tous les quinze jours, afin d'examiner l'avancement des études et de permettre au maître d'ouvrage d'émettre un avis sur les différents documents établis par la maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre assurera la préparation et l'organisation de ces réunions et établira les projets de compte-rendu correspondants dans un délai de 72h (jours ouvrés).

##### 20.2.2 Suivi de l'exécution des travaux

Il y aura, au minimum, un rendez-vous de chantier hebdomadaire, organisé par le maître d'œuvre, en accord avec le maître de l'ouvrage ou son mandataire.

Ce rendez-vous aura pour objet :

- La vérification de la mise à jour périodique des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel ;

- L'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées, ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date sera fixée à l'occasion du rendez-vous ;
- La bonne exécution par les entreprises des prescriptions fixées dans le plan de prévention.

Un compte-rendu détaillé sera établi par le maître d'œuvre. Il sera diffusé par le maître d'œuvre à tous les intervenants, dans les 48h suivant le rendez-vous.

D'autres rendez-vous pourront avoir lieu, notamment pour la mise au point des plans d'exécution et du mode de réalisation de parties d'ouvrage à laquelle concourent plusieurs entreprises. Le maître de l'ouvrage ou son mandataire pourra assister à toutes ces réunions qui feront l'objet de comptes rendus établis par le maître d'œuvre et diffusés à tous les intéressés.

Le maître d'œuvre tiendra également compte de la nécessité d'assurer tout au long de la phase chantier la sécurité des personnes et des biens, en visant notamment les observations du coordonnateur sécurité et protection de la santé pour le maître d'ouvrage et en répondant le cas échéant aux observations éventuelles.

Pendant la période de préparation des chantiers et de l'exécution des travaux, le maître d'œuvre doit également participer aux réunions des cellules de synthèses mises en place par les entreprises.

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le mandataire du maître d'ouvrage est convié à ces réunions de suivi d'exécution des travaux. Elle fait le choix d'y assister ou non, selon l'opportunité.

#### 20.2.3 Présence du Maître d'œuvre sur le chantier

Les représentants du maître d'œuvre doivent être habilités à prendre sur le champ les décisions nécessaires. La présence à toute réunion, de représentants du maître d'œuvre ne disposant pas de cette habilitation est assimilée à une absence et pénalisée en conséquence.

#### 20.2.4 Rendez-vous avec la Maîtrise d'ouvrage

Au-delà des réunions de chantier organisées entre le maître d'œuvre et les entreprises dans le cadre de la mission DET, un rendez-vous de chantier bimensuel sera organisé entre le mandataire du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, le cas échéant.

Ce rendez-vous a pour objet :

- La vérification de l'avancement des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel ;
- L'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées avec des tiers (entreprises etc.), ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date est fixée à l'occasion du rendez-vous.

Un compte-rendu est établi par le maître d'œuvre. Il est diffusé par le maître d'œuvre à tous les intervenants, sous 48h ouvrées après chaque rendez-vous.

## 20.3 Assistance aux opérations de réception et période garantie

### 20.3.1 Opérations préalables à la réception

Elles seront faites en présence du mandataire du maître d'ouvrage, lequel fera ses observations éventuelles au maître d'œuvre. Ce dernier devra alors faire procéder aux travaux nécessaires par les entrepreneurs dans les délais qui leur seront indiqués par le mandataire du maître d'ouvrage.

La durée des opérations préalables à la réception sera précisée dans chaque marché de travaux. A défaut, elle sera de dix jours.

### 20.3.2 Période de garantie de parfait achèvement (GPA)

Trois mois au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une visite de fin de délai de parfait achèvement.

Au cours de cette visite à laquelle est convié le contrôleur technique, le maître d'œuvre effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et inclut les remarques du contrôleur technique. La visite fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

## Article 21. Admission en l'état ou avec observations, ajournement, réfaction et rejet

### 21.1 Délais d'approbation des études

La décision du maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction, ou de rejet des documents d'études, doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 6 semaines maximum, étant entendu que le maître d'œuvre s'engage à soumettre les documents au maître d'ouvrage dans leurs versions provisoires au fur et à mesure de leur élaboration. Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du dernier document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, et approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai, à l'exception de l'AVP qui ne peut être validé par dérogation à l'article 21 du CCAG- MOE qu'après fixation du coût prévisionnel et du forfait définitif de rémunération par avenant. Une réception avec réserves de l'AVP peut être notifiée au titulaire pour anticiper le lancement des études PRO avant notification de l'avenant AVP.

Les prestations prévues au titre de la présente mission pourront également donner lieu (en complément aux dispositions de l'article 21 du CCAG - MOE) à une réception avec réserve.

Lorsque le mandataire du maître d'ouvrage juge que les prestations, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appellent que des réserves qui permettent cependant l'utilisation des résultats au cours de l'élément de mission suivant, il notifie au titulaire une décision de réception avec réserves. La liste des réserves dont est assortie la décision est réputée exhaustive.

Le titulaire dispose de deux semaines pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du mandataire du maître d'ouvrage et s'être engagé à apporter les réponses appropriées aux réserves annexées à la décision de réception au stade de l'élément suivant. A défaut d'avoir pris en compte les réserves mentionnées ci-dessus, la décision de réception peut être transformée en décision de réception avec réfaction ou être annulée.

Si le titulaire formule des observations, le mandataire du maître d'ouvrage dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le mandataire du maître d'ouvrage est réputé avoir rejeté les observations du titulaire.

## 21.2 Achèvement de la mission AOR

La mission AOR du maître d'œuvre s'achève à l'expiration du délai de « garantie de parfait achèvement des travaux prévu par l'article 44-1 du C.C.A.G. Travaux ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, à condition qu'aient été instruits, par le maître d'œuvre, les éventuels mémoires en réclamation des entreprises.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G-MOE et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

## CHAPITRE V. UTILISATION DES RESULTATS

### Article 22. Définitions

Conformément à l'article 22 du CCAG MOE, les définitions suivantes sont admises :

- Les « résultats » désignent tous les éléments résultant de l'exécution des prestations objet du marché ;
- Le « savoir-faire » est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est secret, substantiel et identifié ;
- Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété industrielle et les droits de propriété littéraire et artistique ;
- Les « titres de propriété industrielle » désignent les titres de propriété industrielle et les demandes de titres régis par le code de la propriété intellectuelle ;
- Les « connaissances antérieures » désignent tous les éléments qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché ;
- Les « tiers désignés dans le marché » désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que le maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats.

### Article 23. Régime des connaissances antérieures

Conformément à l'article 23 du CCAG MOE, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

### Article 24. Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats

En complément à l'article 24 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage utilisera les résultats du marché pour les besoins découlant de l'exécution du contrat, ainsi que pour toutes les opérations de communication, relatives à l'opération ou institutionnelles, relatives aux activités du maître d'ouvrage (rapport d'activité, support de présentation, etc.).

## CHAPITRE VI. INTERRUPTION ET SUSPENSION DES PRESTATIONS - RESILIATION

### Article 25. Interruption et suspension des prestations

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme de chacun des éléments de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt peut emporter résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

### Article 26. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.
- Détermination du forfait définitif de rémunération dans les conditions de l'article 10.

### Article 27. Résiliation

#### 27.1 Résiliation pour faute du maître d'œuvre

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'articles 30 et 34 du CCAG MOE avec les précisions suivantes :

- Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG MOE. La décision de résiliation le mentionnera expressément ;
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

#### 27.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 31 du CCAG - MOE le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant initial hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 3 %.

#### 27.3 Arrêt de l'exécution des prestations à l'issue d'une phase technique et résiliation

L'arrêt de l'exécution des prestations peut être décidé par la maîtrise d'ouvrage, le cas échéant sur demande du titulaire, à l'issue de chaque phase identifiée dans le présent C.C.P.

Lorsque l'arrêt de l'exécution des prestations est prononcé en application des dispositions ci-dessus, l'acheteur résilie le marché.

Si la personne publique décide l'arrêt des prestations, les phases techniques déjà réalisées et acceptées par l'acheteur public seront rémunérées sur la base des montants portés à la D.P.G.F., déduction faite de l'ensemble des sommes déjà versées au titulaire, et à l'exclusion de toute autre rémunération.

Dans tous les cas, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

## 27.4 Redressement judiciaire et liquidation

En cas de redressement judiciaire, l'administrateur est mis en demeure par l'établissement de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution du marché. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

En cas de liquidation judiciaire, le liquidateur peut prononcer la continuation du marché. A défaut, le marché sera en effet résilié à la date du jugement du tribunal de Commerce.

## CHAPITRE VII. DIFFERENDS – CANDIDATS ETRANGERS - DEROGATIONS

### Article 28. Règlement des différends entre les parties

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celle-ci s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître d'ouvrage que le différend soit préalablement soumis à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges, conformément à l'article 35 du CCAG - MOE.

### Article 29. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de du marché, les documents demandés dans les conditions fixées à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, la personne publique, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché pour faute de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en Euros, reste inchangé en cas de variation de change.

### Article 30. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P. sont apportées aux articles suivants du CCAG – MOE :

- L'article 4 du C.C.P. déroge à l'article 4.1 du CCAG – MOE
- L'article 11.3.1 du C.C.P. déroge à l'article 11.7.3 du CCAG – MOE
- L'article 20.1 du C.C.P. déroge aux articles 20.4.2 et 20.5 du CCAG – MOE
- L'article 21 du C.C.P. déroge à l'article 21 du CCAG – MOE